

DIFFICULTÉS DE LA CMA66, ENTRE BOULES PUANTES ELECTORALES ET CONFUSION ENTRETIENUE

ELECTIONS À LA CMA66, ENTRE BOULES PUANTES ET CONFUSION ENTRETIENUE

La Chambre de Métiers des P.O. connaît des difficultés financières depuis quelques années. Le cumul de ces déficits a été estimé au mois de juillet dernier à environ 600 000 euros.

La raison de ces difficultés est multifactorielle :

- **Baisse des effectifs des apprentis dans certaines sections**
- **Impact sur l'activité et les recettes du statut d'autoentrepreneur**
- **Baisse imposée par l'état du montant de la taxe additionnelle pour le fonctionnement des CMA**
- **Baisse récurrente de la dotation d'état pour actions économiques**
- **Les délais de paiement des actions FSE (Fonds Social**

Européen) qui sont de 2 à 3 ans.

À la rentrée 2014, le CFA de la CMA66 aménageait dans de nouveaux locaux, plus grands, plus modernes, plus fonctionnels, rejoint en 2016 par les autres services de la Chambre.

Cette opération d'investissement ambitieuse nécessitait la vente des immeubles abritant anciennement le siège et le CFA, ainsi que la vente d'un terrain sur le nouveau site. Cette vente n'est pas totalement finalisée, ce qui aggrave encore un peu plus la situation financière. D'autre part, des dépassements de budget, liés à des erreurs d'estimation du mandataire imposé par la région Languedoc-Roussillon, et la mise aux normes sismiques des bâtiments (oubliée lors de l'estimation initiale par les architectes) alourdissaient un peu plus le budget de l'opération.

L'ensemble de ces événements ont conduit aux difficultés de l'établissement.

Au moment de la publication de ces difficultés, un groupe de travail pour réfléchir aux solutions à apporter était mis en place dans le cadre de la Commission Paritaire Locale. **Le dialogue social fonctionnait.**

Un certain nombre de propositions ont été faites pour réduire le déficit sans casse sociale.

Dans le même temps, Serge Crabier, Président de la CRMA Occitanie Pyrénées-Méditerranée, mettait la pression pour obtenir un plan social plus violent, avec le conditionnement d'un appui de la CRMA à la dénonciation de notre accord local et au licenciement de 13 agents.

Une ingérence et un chantage inacceptable et intolérable pour les représentants élus du personnel.

Ces difficultés interviennent au moment où deux listes en

présence pour la direction de la CMA66 (la CGPME face à l'UPA sortante) se livrent une guerre sans merci.

C'est dans ce contexte que sort dans la presse locale (l'INDEPENDANT) un article orienté et parcellaire sur la situation de l'établissement, un samedi à 4 jours de la fin du scrutin.

Voir l'article en PDF

Autant dire une boule puante électorale tout à fait opportune pour la liste CGPME.

L'article présente la situation comme catastrophique, l'établissement au bord de la cessation de paiement. Les chiffres présentés sont parcellaires et orientés, puisque par exemple « l'enquête » évoque le passif de la CMA, sans évoquer les actifs, entretenant la confusion. Et en effet tout le monde lit : « la chambre de métiers a un trou de 3,5 millions d'euros ».

Il n'en est rien.

D'autre part, l'article laisse entendre que les agents auraient « un accord local très avantageux ». Sous-entendu, les agents sont responsables de la situation.

Bien évidemment, chez les agents c'est la consternation, l'indignation et surtout la peur : nos salaires ne seront pas payés ??

Pour le grand public, c'est sûr, la CMA des PO est finie, foutue et va mettre la clé sous la porte.

Les tenants de la liste CGPME se frottent les mains, cette « enquête » est du pain béni, un tapis rouge déroulé pour l'élection à la tête de la CMA des PO.

On aurait voulu semer le trouble au moment des élections, on

ne s'y serait pas pris autrement. En fait d'enquête, nous avons là une collection d'infos gracieusement remises par des gens « bien intentionnés », obsolètes, partielles, orientées. En fait de journalisme d'investigation, on est plutôt dans le registre du pseudo scoop velléitaire. n'est pas Denis Robert* qui veut...

Dès le lundi suivant, à leur demande, les représentants du personnel, composés d'une forte délégation de la CGT, sont reçus par la journaliste auteur de l'article pour rectifier un certain nombre de faussetés.

Lors de cette interview, les élus affirment :

- **Qu'ils ne sont nullement concernés par la guerre électorale qui se livre sur leur dos**
- **Que les chiffres annoncés sont contestables et parcellaires**
- **Que la situation de la CMA n'est pas si catastrophique**
- **Que la concertation existe à l'intérieur de l'établissement dans le dialogue social responsable et sérieux, dans le cadre d'un groupe de travail issu de la CPL**
- **Qu'ils ont des propositions d'action de redressement, notamment liés à l'augmentation de l'activité**
- **Qu'ils s'opposeront à toute casse sociale**
- **Qu'ils condamnent l'ingérence de la CRMA à travers le président Crabier**
- **Qu'ils déplorent l'absence de toute concertation avec les interlocuteurs AUTRES que la CMA66 à savoir, la tutelle, la CRMA, la région Occitanie Pyrénées-Méditerranée**

Le lendemain, mercredi 12 octobre, un encadré est publié dans le journal l'indépendant, reprenant en partie les éléments donnés par les élus de la CPL, mais laissant entendre qu'il n'y aurait pas de dialogue social dans l'établissement.

Voir l'article ici en PDF : Voir l'article ici en PDF

C'est pour le moins une interprétation de leur propos (la journaliste est bien sur libre de retranscrire l'entretien comme elle l'entend)

Les salariés de la CMA66 se feront entendre dans les jours qui viennent dans d'autres médias locaux pour réaffirmer deux points essentiels :

- **A ce jour, le dialogue social fonctionne au sein de la CMA, sans que les agents aient la moindre garantie que ce dialogue continue après le résultat des urnes du 19 Octobre.**
- **En tout état de cause, ils seront mobilisés et vigilants et n'accepteront JAMAIS d'être les victimes d'une situation dont ils ne sont nullement responsables.**

Perpignan, le 12 octobre 2016

Un petit reportage avec une interview en rapport :

JT Local 19-20 – Pays Catalan

***Denis ROBERT : journaliste et écrivain français. Spécialiste du journalisme d'investigation, auteur de l'enquête dénonçant le fonctionnement de la chambre de compensation financière Clearstream**

... de rester contractuels. « Le personnel est mobilisé, peut-être le fait d'avoir le contrat... mais nous sommes à nous soucier surtout de la qualité de nos soins, de la qualité de nos soins, de la qualité de nos soins... »

... de rester contractuels. « Le personnel est mobilisé, peut-être le fait d'avoir le contrat... mais nous sommes à nous soucier surtout de la qualité de nos soins, de la qualité de nos soins, de la qualité de nos soins... »

Le président reste discret

Robert Banno accompagné de Stéphane Muller et de Frédéric... que dirige pour la CGT, et Marc Nattelier au nom de l'UNSA, refusent à la fois de...

D... de rester contractuels. « Le personnel est mobilisé, peut-être le fait d'avoir le contrat... mais nous sommes à nous soucier surtout de la qualité de nos soins, de la qualité de nos soins, de la qualité de nos soins... »

Le président reste discret

Robert Banno accompagné de Stéphane Muller et de Frédéric... que dirige pour la CGT, et Marc Nattelier au nom de l'UNSA, refusent à la fois de...



ÉLECTIONS POUR VOTRE DÉCLARÉ

Élection 2014
RECHERCHONS VOTRE DÉCLARÉ
 Participer à l'élection